

Colloque AFSP / ASSP : "Regards croisés sur l'extrémisme politique de droite en Europe aujourd'hui"

Dynamique de la compétition politique et vote
en faveur de l'extrême droite en Europe de l'Ouest

Draft

Nicolas Sauger (CEVIPOF/FNSP)

L'émergence électorale d'une nouvelle extrême droite, durant ces deux dernières décennies, représente l'une des transformations majeures des systèmes partisans ouest-européens. La percée de l'extrême droite a en effet largement contribué à l'augmentation de la fragmentation partisane et de la volatilité électorale durant cette période¹. Plus largement, la montée de l'extrême droite a participé à la modification de la structure des clivages socio-politiques organisant ces systèmes partisans depuis l'entre-deux guerres, pour deux raisons. Elle a favorisé pour partie la tendance d'effacement des clivages (désalignement) dans la mesure où cette extrême droite ne peut être considérée seulement comme une droite radicalisée. Mais elle a également contribué au brouillage des clivages traditionnels en donnant consistance à un nouveau clivage, constitué autour de la dimension post-matérialiste (Ignazi, 1992).

Les transformations entraînées par l'émergence électorale de l'extrême droite doivent être néanmoins relativisées. Elles doivent être mises en regard, tout d'abord, avec l'hétérogénéité importante de cette famille politique. Hétérogénéité patente au point où la plupart des grandes enquêtes comparatives portant sur les partis politiques n'intègrent pas cette catégorie dans leur nomenclature de familles de partis, par exemple. D'autre part, si l'ensemble des systèmes partisans européens connaissent des transformations, tous les pays ne voient pas s'imposer sur leur scène politique un parti d'extrême droite puissant. De ce point de vue, il faut tenir également compte de la très grande hétérogénéité des trajectoires historiques des différents partis pouvant, à un moment, être qualifiés d'extrême droite. Leur croissance électorale est loin d'être linéaire et leur position à l'extrême droite est parfois remise en cause, dans une dynamique de « normalisation ».

La contribution proposée ici se place explicitement dans cette problématique du changement des systèmes partisans. La question est ici notamment de comprendre comment s'intègre l'émergence de l'extrême droite à la transformation des systèmes partisans européens : dans quelle

mesure cette émergence a-t-elle agit comme un choc dans les systèmes où elle survenue ou bien alors dans quelle mesure cette émergence représente-t-elle plutôt l'une des manifestations d'une transformation plus générale ? Autrement dit, la question est de savoir dans quelle mesure il est nécessaire de construire ou une explication des transformations contemporaines des systèmes partisans ou une explication de l'émergence de l'extrême droite. Les termes de ce débat se perçoivent aisément au travers de la littérature existante, où, souvent, les spécialistes de l'extrême droite n'utilisent que peu les concepts des recherches portant sur le phénomène partisan tandis que les analyses des transformations de la compétition politique tendent à négliger les enjeux propres aux partis d'extrême droite (d'un point de vue empirique mais également normatif)².

Sans prétendre apporter une réponse ni complète ni définitive à ce débat récurrent dans la discipline, cette contribution entend proposer une première analyse du lien entre transformation des systèmes partisans européens, au travers de l'une de ses dimensions spécifiques, la polarisation, et le succès électoral des partis d'extrême droite. La question est ici de comprendre dans quelle mesure les scores de l'extrême droite peuvent être empiriquement reliés à une configuration ou à une évolution spécifique de la compétition politique.

Plus précisément, les analyses porteront dans cette contribution sur la mesure de distances entre les positions des partis dans l'espace politique. Nous nous plaçons donc explicitement dans une approche spatiale telle qu'a pu l'initier A. Downs (1957). Cela implique notamment l'acceptation du postulat de l'existence d'un espace politique unique et cohérent, au niveau national (celui-ci pouvant par ailleurs être constitué de multiples dimensions). Il doit être en effet possible de situer les positions des partis, les uns par rapport aux autres, à partir d'une série déterminée d'enjeux de politiques publiques. Pour situer ces positions, nous utiliserons de plus les programmes des partis politiques, et non, comme il est plus courant, les caractéristiques de l'électorat de chacun des partis ou bien l'opinion d'experts sur la question.

Deux questions seront plus particulièrement traitées. Nous observerons d'une part dans quelle mesure le score des partis d'extrême droite européens peuvent être mis en regard avec la spécificité de la position qu'ils occupent dans l'espace politique. Nous verrons d'autre part si le degré de polarisation d'un système partisan a un impact sur l'implantation électorale de l'extrême droite. Avant de traiter de chacune de ces questions, nous proposons d'abord de préciser le questionnement, les méthodes et les sources utilisées.

¹ P. Mair, après avoir montré la stabilité des systèmes partisans ouest-européens sur la longue durée (Bartolini et Mair, 1990), montre ainsi l'importance des partis d'extrême droite (au même titre que les partis écologistes) dans la transformation des systèmes partisans européens (Mair 1990 et 1999).

² Les introductions et conclusions des ouvrages dirigés par Broughton et Donovan (1999) ou Lane et Pennings (1998) sont à cet égard éclairantes par exemple.

1- Polarisation, programmes des partis politiques et scores des partis d'extrême droite

La configuration d'un système partisan ne résulte pas seulement de facteurs exogènes. Il existe également une logique endogène, systémique, pour l'expliquer. Cette logique endogène, ou systémique, a notamment été mise en valeur par les analyses spatiales de la compétition politique. Les travaux d'A. Downs (1957) et plus récemment de K. Shepsle (1991) notamment ont montré l'existence d'équilibres dans différentes configurations de système partisan, menant, dans certains cas, à une compétition principalement dirigée vers le centre (faible polarisation) et dans d'autres cas à une tendance plus centrifuge. Dans une perspective plus empirique, les travaux de G. Sartori (1976) ont également insisté de manière décisive sur les logiques endogènes des systèmes partisans. Plus largement, comme l'affirme P. Mair, l'une des contributions majeures de l'œuvre de Sartori tient à ce que « il souligne l'influence des propriétés systémiques, et donc celle des systèmes partisans, sur les comportements et les résultats électoraux » (Mair, 1997, p. 204). On comprend dès lors que le degré de polarisation d'un système partisan puisse avoir un impact sur le succès électoral des partis d'extrême droite, tout autant, d'ailleurs, que l'implantation des partis d'extrême droite a un effet sur le degré de polarisation d'un système partisan. Le choix de la polarisation comme variable d'étude de cette contribution (et non du degré de fragmentation partisane, par exemple) tient dans ce cadre au choix fait de se focaliser précisément sur l'extrême droite, et non, par exemple, sur l'ensemble des nouveaux partis apparus récemment (cf. Muller-Rommel et Pridham, 1991). Les partis d'extrême droite sont en effet considérés *a priori* comme occupant une position spécifique dans les espaces politiques nationaux.

Plusieurs recherches ont envisagé le rapport entre polarisation et émergence des partis d'extrême droite. Mais leurs hypothèses sont divergentes, et, dans l'ensemble, peu étayées empiriquement.

D'un côté, la thèse de la majorité des recherches affirme que l'émergence électorale de l'extrême droite en Europe est liée à la réduction de la distance idéologique entre les partis existant. Cette affirmation se retrouve par exemple chez P. Mair (2002) ou H. Kitschelt et A. McGann (1995). Pour le premier, c'est ainsi la réduction de la force du lien affectif avec les partis conjugué avec la difficulté rencontrée par les partis à mettre en œuvre des politiques publiques véritablement différentes (en raison des contraintes d'une économie globalisée) qui explique la montée des populismes. Pour les seconds, les risques d'implantation d'une "nouvelle droite radicale" sont étroitement liés au fait que les partis de gauche et de droite modérées aient

convergé sur des positions centristes, ce risque étant encore augmenté quand ces partis ont même coopéré ensemble au sein d'un même gouvernement. Cette thèse de l'émergence de l'extrême droite du fait de la faible polarisation des systèmes partisans a été le plus développée, sous deux formes différentes, par R. Katz et P. Mair (1995) d'une part et R. Hazan (1997) d'autre part. Pour R. Katz et P. Mair, l'extrême droite est l'une des formes de réponse à la "cartellisation" des partis établis :

"But while the cartel parties may be able to limit competition among themselves, they are of course unable to suppress political opposition more generally. [...] The more recent success of the cartel inevitably generates its own opposition. New parties seeking to break into the system may, of course, campaign for support on the basis of a wide variety of ideological appeals. Increasingly, however, experience suggests that one particular rallying cry, which seems common to many new parties and which seems particularly effective in mobilizing support [...] is their demand to 'break the mould' of established politics [...] In some cases, however, the protest taps into a more radical disaffection. This is certainly the case for a variety of new extreme right parties" (Katz, Mair, 1995 : 23-24)

D'un point de vue statique, et non plus dynamique, R. Hazan attribue pour sa part une grande part de l'explication de la présence de partis d'extrême droite forts à l'existence de partis centristes dominants. Dans ce cadre, R. Hazan met de plus en évidence l'existence d'une relation entre le poids électoral du centre et la position plus ou moins extrême des partis d'extrême droite. Un centre puissant apparaît ainsi associé à l'existence de partis positionnés particulièrement à droite. En ce sens, il y aurait une polarisation minimale de tout système partisan, l'extrême droite "compensant" le poids d'un centre dominant.

Pour d'autres auteurs, il existerait au contraire une "dynamique de la polarisation" qui expliquerait le succès de l'extrême droite. C'est notamment le cas de P. Ignazi (1992). Celui-ci explique en effet que le succès électoral de l'extrême droite dans les années 1980 est lié à l'émergence de partis protestataires de gauche qui ont entraîné une radicalisation des partis de la gauche et de la droite modérée. La droite notamment aurait ainsi pris un tournant "néo-conservateur" (mettant à la fois en cause le consensus keynésien des années d'après guerre et en question les valeurs de la nouvelle gauche émergente). La polarisation consécutive des systèmes partisans avait ainsi pour résultat non seulement de légitimer bien des idées portées par les partis d'extrême droite mais également d'élargir l'espace politique ce qui assurait par conséquent l'implantation électorale durable de l'extrême droite. Dans une perspective similaire (quoique inversée), K. Janda (1995) montre pour sa part l'existence d'une dynamique semblable à partir d'une analyse des programmes des partis politiques. Il existerait ainsi des logiques de "récupération" des thématiques des partis les plus extrêmes par les partis modérés. Or ces logiques n'auraient pas pour résultat systématique l'affaiblissement électoral des partis les plus

extrémistes dans la mesure où elles agiraient également comme mécanisme de légitimation des prises de position de ces partis.

Pour explorer ces hypothèses contradictoires, cette contribution propose une démarche comparative et construite sur l'étude des programmes des partis politiques ouest-européens à partir des données du *Comparative Manifesto Research*.

Cette recherche est comparative; elle est basée sur l'observation de dix-sept pays (les quinze formant anciennement l'UE plus la Suisse et la Norvège) sur une période de temps longue (de l'après-guerre à 1998). Nous n'insisterons pas ici ni sur l'intérêt ni sur les difficultés³ et les limites d'un tel cadre comparatif, à la fois dans l'espace et dans le temps. En revanche, il apparaît indispensable de préciser quelque peu l'objet de cette recherche, le terme d'extrême droite, dans un tel cadre, pouvant apparaître comme parfois flou. A la lecture des nombreuses recherches sur l'extrême droite, la variété des cas retenus apparaît en effet tangible, la définition du concept (ainsi que ceux qui y sont associés) étant l'objet de nombreuses polémiques. Pour notre part, et étant donné les contraintes de la source utilisée (cf. infra), nous avons retenu quatorze partis comme relevant de l'extrême droite dans la période et les pays étudiés, ceux-ci prenant part à 70 scrutins en tout. Ils sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Pays	Parti	Période disponible	Nombre de scrutins
Allemagne	Ligue de reconstruction économique	1949	1
	Parti du Reich allemand	1949	1
Autriche	FPÖ	1949-1995	15
Belgique	Vlaams Block	1978-1995	6*
Danemark	Parti du Progrès	1973-1998	11
Espagne	-	-	-
Finlande	-	-	-
France	Front National	1986-1997	4
Grèce	-	-	-
Irlande	-	-	-
Italie	MSI-AN	1948-1996	13
	Ligue du Nord	1992-1996	3
Luxembourg	-	-	-
Norvège	Parti du progrès	1973-1997	7
Pays Bas	-	-	-
Portugal	Parti populaire monarchiste	1976-1983	4*
	Parti de solidarité nationale	1991	1
Suède	Nouvelle démocratie	1991	1

³ Précisons d'ailleurs que les résultats présentés ici ne représentent qu'une étape intermédiaire d'un travail encore inachevé.

Suisse	Démocrates suisses	1971-1995	7*
	Parti de la liberté	1987-1995	3*

* Les données sont pour ce cas incomplètes. Celui-ci doit donc parfois être exclu de l'analyse.

Pour étudier le lien entre polarisation des espaces politiques et scores des partis d'extrême droite, plusieurs méthodes étaient disponibles pour positionner chacun des partis dans cet espace (la polarisation étant une mesure de distances entre positions des partis). Deux sources ont été le plus couramment utilisées pour déterminer la position des partis : le sondage auprès des électeurs de ce parti ou bien alors le "sondage d'experts". Dans le premier cas, la position d'un parti est considérée comme étant celle de son électeur moyen. Cette méthode est par exemple celle utilisée par G. Sartori et G. Sani (1983). Le sondage d'expert permet pour sa part de déterminer l'opinion moyenne⁴ concernant la position occupée par un parti. Nous avons choisi pour notre part d'utiliser directement les programmes des partis comme source du calcul de leur positionnement. Cette méthode a connu récemment de nombreux développements (Laver, 2001). Elle présente deux avantages importants : elle est indépendante de l'opinion du corps électoral (et évite donc les explications trop tautologiques dans notre cas) et elle permet de disposer de séries continues et comparables à la fois dans l'espace et dans le temps.

Cette analyse comparative et systématique des programmes des partis politiques a été rendue possible par l'achèvement et la publication des travaux du *Comparative Manifesto Research* (Budge et al., 2001). Le CMR regroupe en effet le codage des programmes de l'ensemble des partis jugés significatifs des démocraties occidentales sur la période 1945-1998. Ce codage est néanmoins construit sur un certain nombre de postulats que nous proposons de présenter maintenant afin de mieux pouvoir comprendre le sens qu'il est possible d'imputer à ces données.

Il existe en effet différentes conceptions de ce qu'est une position politique et donc de ce que représente l'espace politique. La caractéristique fondamentale du CMR est d'être construit à partir d'une "théorie de la saillance" et non d'une "théorie confrontationnelle" (Budge, 2001). L'analyse des enjeux de politique publique, et partant, de la compétition politique, a en effet souligné une divergence forte entre deux conceptions : la première s'intéresse au type de réponse apporté à un problème; la seconde observe avant tout l'attention accordée à un problème. Dans un cas, la compétition politique se réalise par la confrontation directe de propositions de solutions divergentes tandis que dans l'autre la compétition se construit par l'intermédiaire d'une insistance différenciée sur tel ou tel type d'enjeu (l'hypothèse sous-jacente étant alors l'existence d'un

⁴ Toute la difficulté étant, avec ce type de sondage (au-delà des problèmes statistiques du au faible nombre des répondants), de savoir si cette opinion représente l'opinion que se font les experts du positionnement des partis ou bien alors si elle représente l'opinion que se font les experts de la représentation de l'opinion publique sur ces partis (cf. Laver, Gary, 2000).

consensus sur les objectifs recherchés). La "théorie de la saillance" relève avant tout de cette seconde conception. Dès lors, la méthode utilisée par le CMR revient tout simplement à mesurer le nombre de phrases consacrées à une série d'enjeux de politique publique. Cette série d'enjeux constitue la grille de lecture de l'ensemble des programmes. Elle est constituée par 56 variables, regroupées en sept grands domaines. Si le CMR a construit son codage sur une théorie de la saillance, celle-ci toutefois n'est pas "pure" au sens où, pour certaines dimensions, des prises de position alternatives sont envisagées. C'est par exemple le cas sur la question de l'intégration européenne où sont successivement dénombrées les phrases en faveur de cette intégration puis les phrases en désaccord avec celle-ci. Notons encore que le CMR propose également quatre variables de synthèse, dont, principalement, une échelle gauche droite. Ces variables ne sont plus construites directement par le dénombrement de phrases mais par le calcul d'une différence d'attention portée à un certain nombre de thèmes étant considérés comme identifiant la gauche moins l'attention portée aux thèmes identifiés comme identifiant la droite.

Les données du CMR ont bénéficié d'une attention particulièrement soutenue, de nombreux tests de leur fiabilité ayant été mis en place. Ces précautions, bien évidemment, n'ont pu rendre ces données exemptes d'erreurs. À titre d'exemple, les programmes de plusieurs partis, dont certains d'extrême droite, n'ont été codés qu'une fois (partis marqués par une astérisque dans le tableau précédant) les résultats obtenus étant alors repris pour les différentes élections prises en compte. De même, les coalitions électorales posent problème quand par exemple une position renvoie à deux scores différents. Un important travail sur ces données, en fonction du questionnaire suivi, apparaît de ce fait comme un préalable indispensable à toute analyse. Et si ces données ne sont pas "parfaites", elles nous semblent néanmoins bien adaptées au questionnaire proposé ici pour les deux raisons évoquées plus haut : indépendance par rapport au corps électoral et possibilité de comparaison dans l'espace et dans le temps.

Position dans l'espace de la compétition politique et succès électoral des partis d'extrême droite en Europe

À partir des données qui viennent d'être présentées, nous proposons dans un premier temps d'évaluer dans quelle mesure le score des partis d'extrême droite peuvent être mis en relation avec une position spécifique occupée dans l'espace de la compétition politique. A priori, deux hypothèses alternatives peuvent être envisagées : soit l'extrême droite recueille des scores d'autant plus importants qu'elle occupe une position intense, c'est-à-dire éloignée de celle des autres partis; soit l'extrême droite voit ses scores augmenter quand elle se retrouve en concurrence directe avec

un challenger proche. Ces deux hypothèses découlent directement des deux thèses générales présentées auparavant. Elles correspondent également à deux théories différentes dans l'approche spatiale des comportements politiques. La première hypothèse s'inscrit dans un modèle de vote directionnel où les comportements sont organisés en fonction de l'intensité des prises de position (mais bien sûr aussi également en fonction du contenu des prises de position : la direction; cf. Macdonald & al., 1991⁵). La seconde hypothèse s'inscrit plutôt dans un modèle de vote de proximité où l'électeur accorde son vote au parti le plus proche de sa position propre (c'est le modèle initial présenté par A. Downs, 1957).

Pour une première exploration de ces hypothèses, nous utilisons l'échelle gauche - droite synthétique proposée par le CMR. Cette échelle est commune à l'ensemble des pays et est calculée à partir de 26 variables (la moitié d'entre elles identifiant des thématiques de gauche, l'autre moitié celles de droite). De manière très simple, deux indicateurs sont utilisés : le premier est calculé comme étant la distance⁶ entre le parti d'extrême droite considéré et le parti qui lui est le plus proche (graphique 1); le second indicateur est conçu comme représentant la distance moyenne du parti d'extrême droite vis-à-vis de l'ensemble des autres partis présents simultanément dans le système politique (graphique 2). Ces indicateurs sont tous les deux utilisés afin de comprendre à la fois comment le parti d'extrême droite se situe vis-à-vis du système partisan dans son ensemble que par rapport à sa concurrence plus directe.

Les résultats présentés dans les graphiques ci-après montrent une absence totale de relation entre ces indicateurs et le score des partis d'extrême droite. Les corrélations sont pratiquement nulles (respectivement . 0.1 et 0.04) et non significatives. Mais il apparaît que, de manière générale, les distances entre les partis d'extrême droite et les autres partis sont faibles sur l'échelle gauche - droite. Nous touchons là à l'une des spécificités du CMR dans le positionnement des partis politiques. Alors que la plupart des autres méthodes placent généralement l'extrême droite dans une position polaire, véritablement d'extrême droite, le CMR tend plutôt à placer ces partis au centre droit de son échelle gauche droite. Sur celle-ci, graduée de -100 à +100, le score moyen des partis d'extrême droite est de +17. Néanmoins, cette moyenne est peu significative dans la mesure où les programmes de l'extrême droite apparaissent surtout hétérogènes. S'ils apparaissent au centre, c'est ainsi parce qu'ils s'étalent de la gauche (-33.3 pour le FPÖ en 1970) à l'extrême droite (+70.3 pour le Parti du progrès norvégien en 1973). Cela signifie à la fois que l'échelle

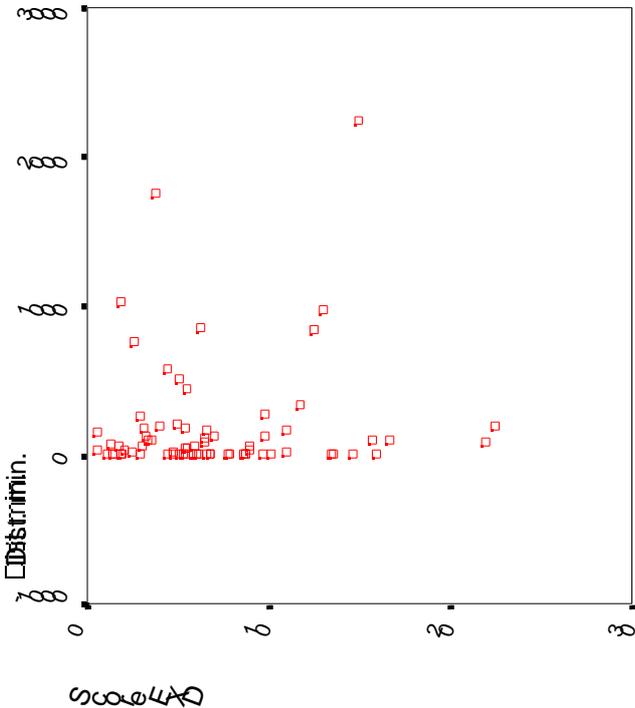
⁵ Ces auteurs postulent également qu'ils existent une "sphère d'acceptabilité" contraignant les prises de position afin de limiter leur polarisation.

⁶ Quand nous parlons de distance, nous utilisons systématiquement ici en fait le carré de cette distance.

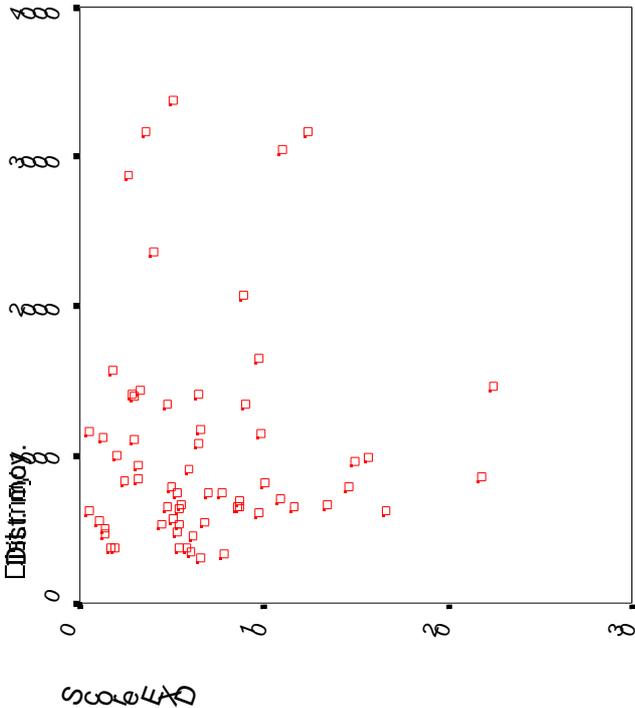
gauche - droite du CMR peut difficilement être utilisée dans l'étude de l'extrême droite sinon pour l'étude de leurs programmes⁷.

⁷ On peut vérifier également (cf. graphique 3) que la position sur cette échelle gauche droite n'a pas non plus d'impact fort sur le score électoral obtenu.

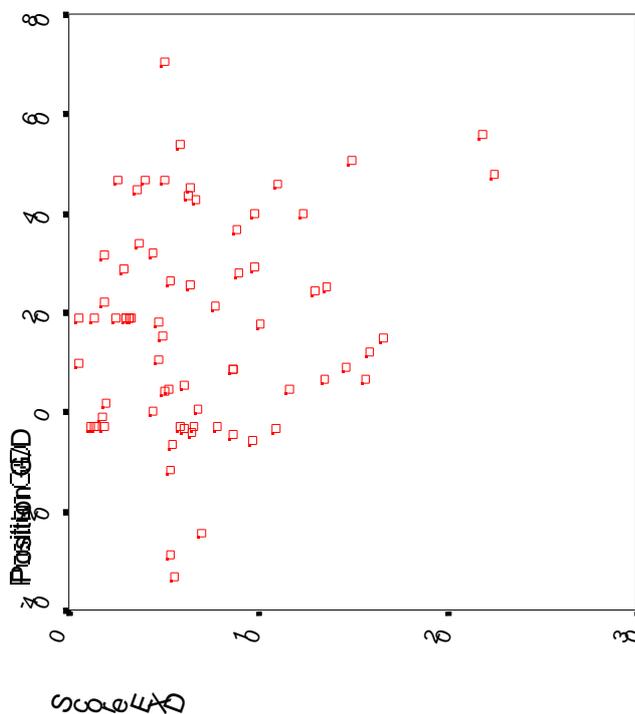
Graphique 1 : score de l'extrême droite et carré de la distance minimale vis-à-vis des autres partis sur l'échelle gauche -droite



Graphique 2 : score de l'extrême droite et carré de la distance moyenne vis-à-vis des autres partis sur l'échelle gauche -droite



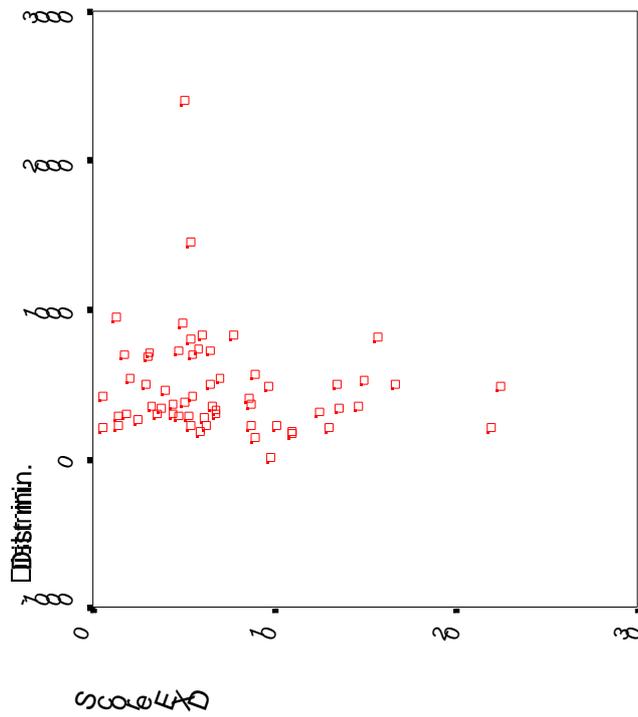
Graphique 3 : score de l'extrême droite et position sur l'échelle gauche droite.



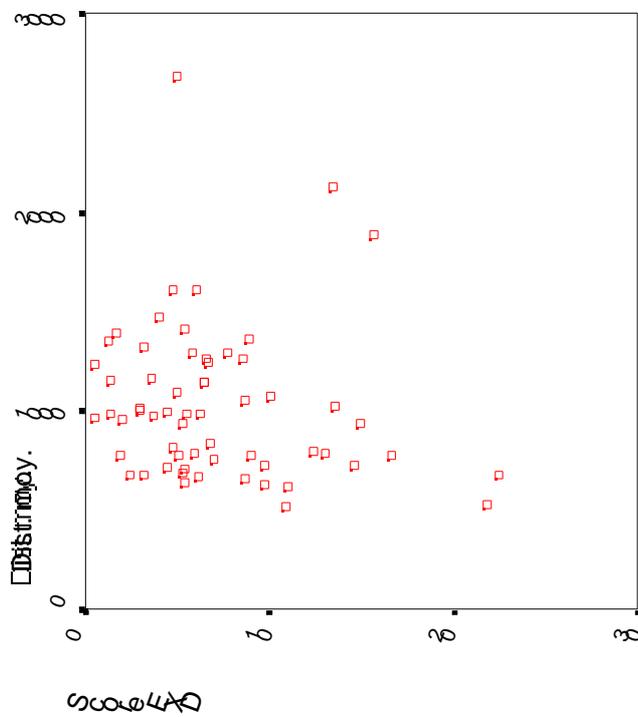
Si l'échelle gauche - droite ne peut être utilisée qu'avec de très fortes réserves, le CMR, rappelons-le, propose également un ensemble de 56 variables plus détaillées. Leur utilisation pose toutefois question. En effet, dans l'objectif qui est le nôtre, deux solutions s'offraient à nous : soit réduire cet ensemble de variables, par factorisation, par exemple, soit l'utiliser tel quel. Dans le premier cas, le problème est celui de la comparaison. En effet, il n'était pas possible d'obtenir un ensemble de dimensions synthétiques communes à l'ensemble de nos cas. Dès lors, les espaces politiques n'auraient plus été constitués par le même nombre de dimension, ce qui rendait la comparaison de distances impossible. Dans le second cas, que nous avons retenu, l'inconvénient tient à ce que les différentes dimensions envisagées sont partiellement corrélées. La mesure de distances, dans ce cadre, ne peut être parfaitement rigoureuse. Cette méthode nous a semblé néanmoins envisageable dans la mesure où les biais introduits peuvent être interprétés comme une insistance mise sur les clivages les plus saillants (la corrélation entre les enjeux venant pondéré l'importance de chacun d'entre eux).

A partir de cette nouvelle définition des espaces politiques considérés, nous avons de nouveau calculé les indicateurs précédemment indiqués. Les graphiques 4 et 5 reprennent ainsi la question du lien entre score des partis d'extrême droite et distances minimale puis moyenne avec les autres partis.

Graphique 4 : score de l'extrême droite et carré de la distance minimale vis-à-vis des autres partis



Graphique 5 : score de l'extrême droite et carré de la distance moyenne vis-à-vis des autres partis



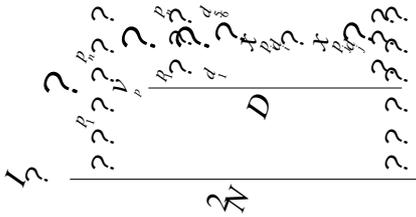
De nouveau, l'absence de lien entre les scores des partis d'extrême droite et la distance entre leur position et celle des autres partis apparaît patente. Les corrélations sont très faibles (respectivement -0.13 et -0.15) et non significative statistiquement. En revanche, la position qu'occupent les partis d'extrême droite dans l'espace politique est plus conventionnelle. En effet, le carré de la distance moyenne des partis d'extrême droite aux autres partis est supérieure de 243 points au carré de la distance moyenne qui sépare tous les autres partis entre eux (différence de moyenne significative statistiquement $p < .01$). L'extrême droite apparaît donc bien dans ce contexte être située à l'extérieur du cœur constitué par les partis traditionnels. Toutefois, l'espace politique que dessinent ces données est bien constitué comme un continuum où il n'existe pas de césure séparant les partis d'extrême droite des autres partis.

Si les scores des partis d'extrême droite ne sont pas liés à la position de ces partis dans l'espace politique, toute explication par les caractéristiques des systèmes partisans n'est pas forcément invalidée. Et c'est même en testant plus directement les hypothèses initialement proposées que nous pourrions mettre en évidence l'existence d'un lien significatif.

Polarisation de la compétition politique et implantation électorale des partis d'extrême droite en Europe

Si l'on les lit littéralement, les hypothèses présentées initialement supposent que les scores de l'extrême droite peuvent être expliqués par la polarisation des systèmes partisans, soit que celle-ci baisse soit que celle-ci augmente. Dans ce cadre, l'enjeu est de proposer une mesure de la polarisation des systèmes partisans. La polarisation, comme nous l'avons définie, représente la mesure des distances entre partis d'un système politique. De multiples méthodes ont été proposées à cet effet : mesure de la distance entre les deux principaux partis, entre les deux partis les plus éloignés, mesure de la distance moyenne entre tous les partis... Un indicateur satisfaisant de polarisation, dans le cadre d'une étude comparative et plus particulièrement à partir des données du CMR nécessite trois caractéristiques : il doit prendre en compte l'ensemble des partis puisque, en effet, l'hypothèse d'une compétition bipolaire entre deux partis principaux ne pas être tenu dans le cadre considéré; cet indicateur ne doit pas être ensuite trop sensible à la position des petits partis, ne serait-ce que parce que les règles d'inclusion ou d'exclusion de ces partis des données du CMR sont particulièrement variables; cet indicateur ne doit pas enfin être trop sensible au nombre des partis composant un système partisan sans quoi l'indice de polarisation qu'un

indicateur de la fragmentation du système⁸. A partir de cette définition et de ces contraintes, nous proposons un indice de polarisation calculé de la façon suivante :

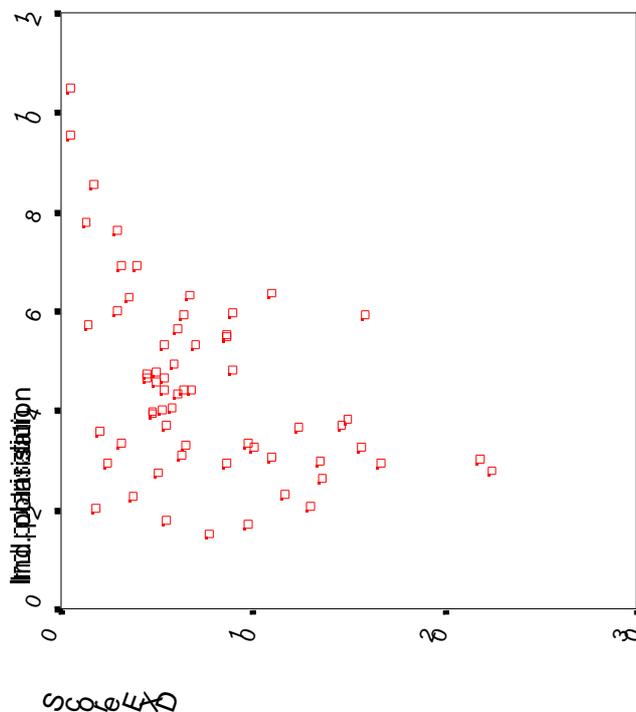


où d renvoie aux différentes dimensions de l'espace de compétition envisagée (D étant le nombre de ces dimensions); où p se réfère aux différents partis composant le système partisan (N étant le nombre effectif de partis du système, cf. Lakso et Taagepera, 1979); où v représente le % de voix recueilli lors du scrutin envisagé par chacun des partis.

Cet indice est donc calculé sur la base de la matrice des distances euclidiennes entre partis sur l'ensemble des dimensions de l'espace politique, le poids de chacun des partis étant pondéré par son importance électorale et l'indice étant ramené au nombre de partis effectifs du système.

Le graphique 6 propose de visualiser la relation existante entre les scores des partis d'extrême droite et la polarisation des systèmes partisans⁹. Cette relation correspond à une corrélation de -0.44, significative statistiquement ($p < 0.01$).

Graphique 6 : score de l'extrême droite et polarisation des systèmes partisans



⁸ Sur la relation entre fragmentation et polarisation, Sani et Sartori (1983) reviennent en effet sur la position initiale adoptée par Sartori (1976) postulant une relation linéaire entre ces deux dimensions.

L'hypothèse que l'on retrouve que l'on retrouve majoritairement dans la littérature, à savoir celle de l'existence d'un lien négatif entre polarisation d'un système partisan et score de l'extrême droite, se trouve donc confirmée au travers de ces résultats. On retrouve ainsi des résultats obtenus à partir de méthodes divergentes et de terrains pour partie différents les conclusions de plusieurs auteurs, comme Kitschelt et MacGann (1995), Hazan (1997) ou plus récemment Abedi (2004).

Cette relation entre polarisation et score de l'extrême droite demande néanmoins à être précisée. Notamment, il s'agit de déterminer quelle est la dynamique temporelle de cette relation puisque l'hypothèse est généralement que c'est l'affaiblissement de la polarisation des systèmes partisans qui provoque la montée de l'extrême droite. Pour cela, nous proposons dans les graphiques 7, 8 et 9 d'observer cette relation dans trois cas, l'Italie, l'Autriche et le Danemark.

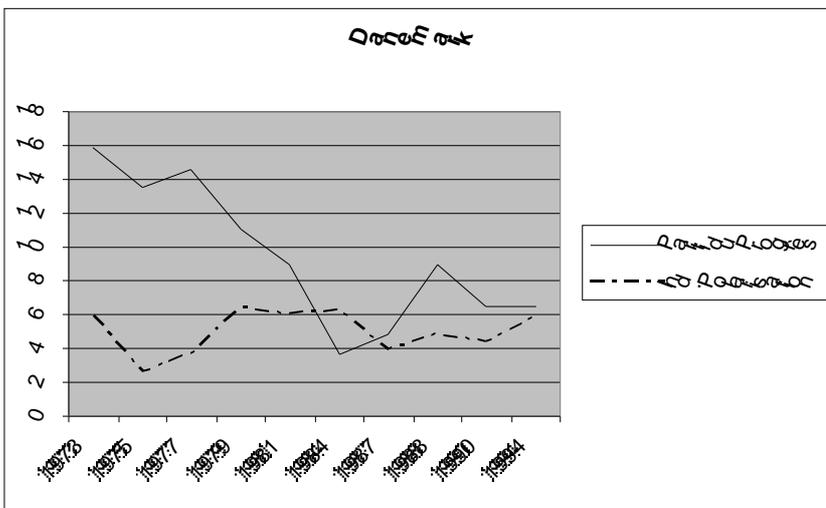
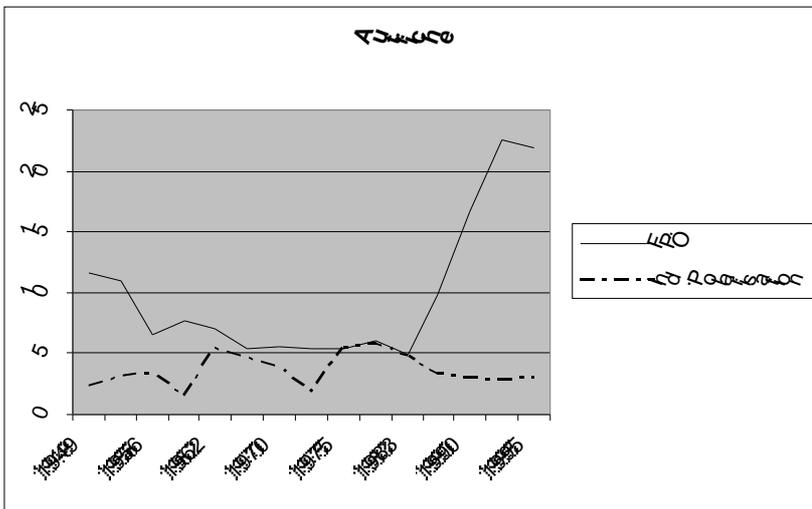
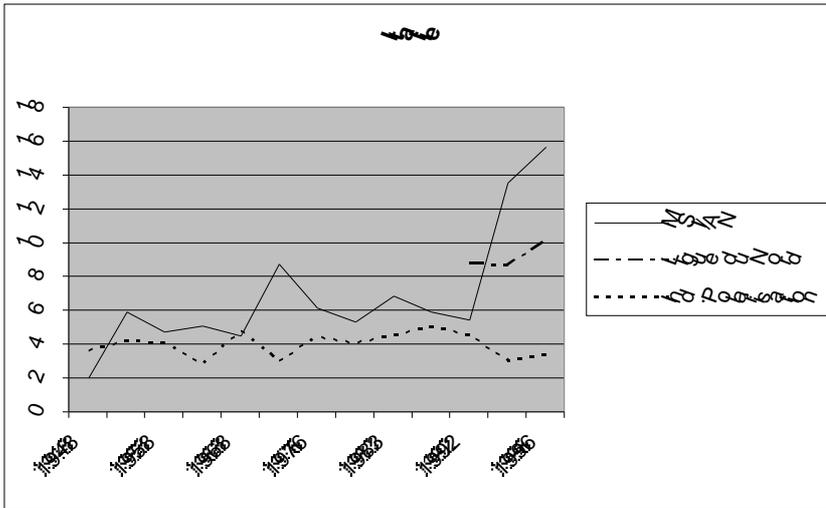
Contrairement à l'hypothèse attendue, ces graphiques ne montrent pas de relation étroite entre polarisation et score de l'extrême droite. La percée électorale de ces partis, en Italie et en Autriche, n'est pas précédée, d'après ces données, par un affaiblissement de la polarisation du système. De manière assez ténue, dans ces deux cas, on peut noter néanmoins que la montée de l'extrême droite est directement accompagnée d'un affaiblissement de la polarisation du système. Mais cet affaiblissement de la polarisation serait plus important si l'extrême droite était exclue du calcul de l'indice (en effet, du fait de sa position extérieure au cœur formé par les partis établis, l'extrême droite contribue à faire augmenter les distances entre partis, et ce de manière d'autant plus importante qu'elle recueille un nombre significatif de voix).

Par conséquent, si le lien entre polarisation et score de l'extrême droite est tangible, il ne correspond pas forcément pour autant à une explication simple du score de l'extrême droite par le niveau de polarisation. Les rapports entre ces deux variables semblent être plus de l'ordre de l'interaction. si la faible polarisation du système favorise la montée de l'extrême droite, la montée de l'extrême droite aurait tendance également à provoquer un rapprochement des positions de l'ensemble des autres partis. La logique de cartellisation des systèmes partisans supposée par R. Katz et P. Mair (1995) pourrait ainsi fonctionner de manière plus complexe que celle décrite par les auteurs. D'après nos données, et au niveau des programmes des partis seulement, la logique de cartellisation serait également une réponse à un défi lancé par des acteurs non établis dans le système. Dès lors, cela signifie que l'extrême droite ne peut être assimilée à une simple manifestations de la transformation des systèmes partisans contemporains. Son émergence a également agit comme un choc sur ses systèmes qui peut être considéré comme l'un des moteurs des changements ultérieurs.

⁹ L'indice de polarisation a été ramené à une échelle de valeurs similaire à celle des scores de l'extrême droite pour

plus de lisibilité.

Graphiques 7, 8, 9 : Polarisation du système partisan et score de l'extrême droite



Conclusion

Cette contribution cherchait à comprendre les liens entre dynamique des systèmes partisans, plus précisément au travers de la question de leur polarisation, et les scores de l'extrême droite en Europe de l'Ouest. Au travers des données du CMR, nous avons pu montrer l'existence d'une telle sorte de relation, qui s'est avérée négative et relativement importante. Cette contribution ne représente donc qu'une première étape de l'exploration d'une problématique large. Elle nous a permis de une méthode d'analyse nous semble-t-il intéressante et productive, malgré des limites intrinsèques importantes. Les liens mis en évidence entre les scores de l'extrême droite et la polarisation des systèmes partisans nécessitent néanmoins d'être plus précisément explorés dans leur signification. Pour ce faire, les espaces politiques étudiés doivent notamment être plus précisément définis dans leurs multiples dimensions, ce qui permettrait par ce faire de mieux positionner les partis d'extrême droite par rapport aux autres partis. Ensuite, c'est la compréhension des liens de causalité entre ces deux variables qui demande à être approfondie. Dans quelle mesure précisément l'affaiblissement de la polarisation des systèmes partisans où perce l'extrême droite est-elle liée à une stratégie des partis établis ou bien correspond-elle à un changement d'orientation du corps électoral ? Sur quelles thématiques la convergence entre les partis établis s'appuie-t-elle ? Au vu des résultats présentés ici, il apparaît en effet aussi important de comprendre les mécanismes de l'essor de l'extrême droite en Europe si l'on veut comprendre les transformations des systèmes partisans en Europe de l'Ouest.

Références

- ABEDI, Amir. *Anti-political establishment parties*. London, Routledge, 2004.
- BARTOLINI, Stefano, MAIR, Peter. *Identity, competition and electoral availability : the stabilisation of European electorates, 1885-1985*. Cambridge : Cambridge University Press, 1990, 363p.
- BROUGHTON, David, DONOVAN, Mark (dir.). *Changing party systems in Western Europe*. London : Pinter, 1999, 315p.
- BUDGE, Ian, KLINGEMANN, Hans-Dieter, VOLKENS, Andrea, BARA, Judith, TANENBAUM, Eric. *Mapping policy preferences*. Oxford : Oxford University Press, 2001.
- BUDGE, Ian. "Theory and measurement of party policy positions", in I. BUDGE, H-D. KLINGEMANN et al. (dir.), *Mapping policy preferences*. Oxford : Oxford University Press, 2001, pp. 75-90.
- DOWNS, Anthony. *An economic theory of democracy*. New York : Harper & Row, 1957, 310p.
- HAZAN, Reuven. *Center parties : polarization and competition in European parliamentary democracies*. London : Pinter, 1997, 179p.
- IGNAZI, Piero. "The silent counter-revolution : hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe", *European Journal of Political Research*, 1992, 22, 1, pp. 3-34.
- JANDA, Kenneth. "Changes in party identity : evidence from party manifestoes", *Party Politics*, 1995, 1, 2, pp. 171-196.
- KATZ, Richard S., MAIR, Peter. "Changing models of party organization and party democracy", *Party politics*, 1995, 1, 1, pp. 5-28.
- KITSCHOLT, Herbert, MCGANN, Anthony. *The radical right in Western Europe*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1995.
- LAKSO, Markku, TAAGEPERA, Rein. "Effective number of parties : a measure with application to West Europe", *Comparative Political Studies*, 1979, 12, pp. 3-27.
- LANE, Jan-Erik, PENNING, Paul (dir.). *Comparing party system change*. London : Routledge, 1998, 258p.
- LAVER, Michael. (dir.). *Estimating the policy positions of political actors*. London : Routledge, 2001.
- LAVER, Michael., GARY, John.. "Estimating policy positions from political texts", *American Journal of Political Science*, 2000, 44, 3, pp. 619-634.
- MACDONALD, Stuart, LISTHAUG, Ola, RABINOWITZ, George, "Issues and party support in multiparty systems", *American Political Science Review*, 1991, 85, 4, pp. 1107-1131.
- MAIR, Peter. "New political parties in established party systems : how successful are they ?", in E. BEUKEL, K. KLANDI-KLAUSEN, P. MOURITZEN (dir.) : *Elites, Parties and Democracy*. Odense : Odense University Press, 1999, pp. 207-224.
- MAIR, Peter. "Populist democracy vs party democracy", in Y. MENY, Y. SUREL (dir.) : *Democracies and the populist challenge*. Basingstoke : Palgrave, 2002, pp. 81-98.
- MAIR, Peter. "The electoral payoffs of fission and fusion", *British Journal of Political Science*, 1990, 20, 1, pp. 131-142.
- MAIR, Peter. *Party system change*. Oxford : Oxford University Press, 1997, 244p.
- MULLER-ROMMEL, Ferdinand, PRIDHAM, Geoffrey (dir.). *Small parties in Western Europe : comparative and national perspectives*. New York : Sage, 1991, 232p.
- SANI, Giacomo, SARTORI, Giovanni. "Polarization, fragmentation and competition in Western democracies", in H. DAADLER, P. MAIR (dir.) : *Western European party systems*. London : Sage, 1983, pp. 307-340.
- SARTORI, Giovanni. *Parties and party systems : a framework for analysis*. Cambridge : Cambridge University Press, 1976, 370p.
- SHEPSON, Kenneth. *Models of multiparty electoral competition*. Chur : Harwood Academic Publishers, 1991.